



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Vendée**

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 28 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL CHAPELEAU

104, La Porcelière
85250 SAINT ANDRÉ GOULE D'OIE

Nos Références : 25-1420 CA/BB
Code AIOT : 0058502496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement EARL CHAPELEAU, implanté au 104 La Porcelière - 85250 Saint-André-Goule-d'Oie. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection non exhaustive faite sur la thématique "épandage" dans le cadre du plan pluri-annuel des contrôles ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL CHAPELEAU
- 104, la Porcelière - 85250 Saint-André-Goule-d'Oie
- Code AIOT : 0058502496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL CHAPELEAU est autorisée à exploiter au bénéfice des droits acquis au lieu-dit la Porcelière à St André goule d'Oie, un élevage avicole de 43200 emplacements de volailles (43200 animaux-équivalents volailles), par arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 11-DRCTAJ/1-535 du 7 juillet 2011.

Une lettre préfectorale du 1er mars 2019 a pris en compte la mise à jour du plan d'épandage de cet élevage, avec l'envoi de 80 % des effluents en station de compostage et le reste en épandage sur les terres en propre de l'EARL CHAPELEAU.

Le dossier de réexamen IED/MTD a été pris en compte par le préfet le 20 novembre 2019.

L'élevage est en cours de transmission à un jeune agriculteur avec un objectif d'installation à l'automne 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	programme d'actions national nitrates	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article annexe I – II 2) et IV	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	conforme
5	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a	conforme
6	Éléments pris en compte pour le plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-b	conforme
7	Composition du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c	conforme
8	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	conforme
9	Dimensionnement du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-4	conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	conforme
11	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- un forage sur le site est non déclaré
- le stockage des biocides est sans rétention
- pour les îlots 4 et 7 faisant l'objet de stockage et d'épandage du fumier au champ en 2024, les dates de dépôt et de reprise des tas de fumier ne sont pas indiquées sur le carnet d'épandage 2024

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'élevage est composé de 2 bâtiments (n° 227 de 1000 m² et n° 171 de 800 m²). Le jour du contrôle, les fiches d'élevage mentionnent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 18972 poulets livrés le 10/06/2025 dans le bâtiment 227 - 15147 poulets livrés le 10/06/2025 dans le bâtiment 171, <p>soit 34119 poulets, dont 843 morts depuis cette date, soit 33276 poulets à ce jour. L'effectif est conforme à l'autorisation ICPE.</p>

<p>Le plan d'épandage de l'année 2024 a été fourni à la suite de l'inspection (cf point de contrôle ci-après sur l'article 27). Pas d'anomalie constatée.</p> <p>Le cahier d'épandage de l'année 2024 a été fourni à la suite de l'inspection. Les tonnages livrés au compostage à la SCEA LES PAGANNES ont été présentés. Les valeurs en azote et phosphore figurent sur le contrat et sur le bilan CORPEN 2024 du cahier d'épandage 2024 et reprennent les valeurs du GREN (pas d'analyse agronomique récente de moins de 4 ans). Le reste du fumier est épandu sur les parcelles de l'EARL CHAPELEAU, mais l'indication des dates de dépôt et de reprise au champ est absente.</p> <p>Enlèvements réguliers des cadavres par la SECANIM justifié au vu de la base SIGAL</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les biocides sont stockés dans le bâtiment annexe à l'entrée du site sans dispositif de rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
Constats : Le forage à proximité des bâtiments n'est pas déclaré. A moins de 35 m des bâtiments, il existerait depuis 1968 selon l'éleveur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Équilibre de la fertilisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.
Constats : Sur 2024, 191 t de fumier sont produits, dont environ 150 à 160 t sont envoyés vers une station de compostage (SCEALES PAGANNES) justifiés par bordereaux et un document de synthèse produit par la SCEALES PAGANNES. La valeur en azote et phosphore est indiquée dans un des feuillets du plan d'épandage 2024. et 30 t épandus sur les îlots 4 et 7 du parcellaire de l'EARL CHAPELEAU. Dates d'épandage conformes et quantités respectées par rapport au prévisionnel et aux besoins de la culture (tournesol).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Le plan d'épandage répond à trois objectifs : <ul style="list-style-type: none">- identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ;
Constats : Les éléments de ce point de contrôle sont présents dans les documents du plan et du carnet d'épandage 2024 présenté à la suite du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Éléments pris en compte pour le plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-b
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont : <ul style="list-style-type: none">- les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;- l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;- les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;- les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ;- les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;- les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ;
Constats : Tous les éléments ont été pris en compte dans le porter à connaissance du 12/08/2017 validé par la lettre préfectorale du 1er mars 2019. Le calcul du rendement moyen quinquennal sur l'année 2024 est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Composition du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Le plan d'épandage est constitué : <ul style="list-style-type: none">- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de

<p>projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ; - des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ; - du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ; <p>L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les éléments ont été pris en compte dans le porter à connaissance du 12/08/2017 validé par la lettre préfectorale du 1er mars 2019.</p> <p>La présentation du plan et du carnet d'épandage 2024 a confirmé les données.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mise à jour du plan d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les éléments ont été pris en compte dans le porter à connaissance du 12/08/2017 validé par la lettre préfectorale du 1er mars 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Dimensionnement du plan d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-4</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux</p>

<p>eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.</p> <p>Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>le plan et le carnet d'épandage 2024 présentés démontrent le respect de ce point de contrôle. 713 kg d'azote épandu sur les 64,89 ha SAU de l'exploitation soit une moyenne de 11 kg/ha SAU (respect des 170 kg d'azote d'effluent par ha SAU).</p> <p>A noter que l'exploitant n'a pas fourni de résultat de reliquat sortie hiver (RSH) mais utilise le RSH modélisé régional, justifié par une note de son conseiller agronomique après l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Mise en œuvre des MTD

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Bâtiments avec isolation, chauffage fonctionnels, éclairage led, ventilation dynamique, brumisation.</p> <p>Alimentation multi-phase, abreuvement par pipette, litière en paille broyée.</p> <p>Effluent enfoui immédiatement après épandage au vu du carnet d'épandage 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p>Constats :</p> <p>Déclaration des émissions d'ammoniac faite sur le site GERE le 11/04/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : programme d'actions national nitrates

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article annexe I – II 2) et IV
Thème(s) : Élevage, gestion de l'épandage
Prescription contrôlée : la date de dépôt du tas et la date de reprise sont indiquées dans le cahier d'épandage
Constats : Pour les îlots 4 et 7 faisant l'objet du stockage au champ du fumier et de son épandage, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage ne sont pas indiquées dans le cahier d'enregistrement. Ce point constitue une non-conformité aux points II 2° et IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois